

LE FORUM DES ÉLUS

Description du forum

La mise en place de la CRÉ (Conférence régionale des élus) en remplacement du CRCD (Conseil régional de concertation et de développement) cherche à revaloriser le rôle des élus municipaux et provinciaux. La CRÉ permet aussi de responsabiliser davantage les élus face à la promotion du développement local et régional. Nul doute qu'il s'agit là d'un défi de taille au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Car les difficultés économiques structurelles sont importantes, l'avenir ne s'annonce pas enchanteur et les nouveaux moyens du secteur public sont devenus fort limités. Alors que les fonctions publiques stratégiques à exercer impérativement pour s'inscrire dans la concurrence interrégionale à l'échelle planétaire nécessiteront beaucoup de ressorts qu'on demande aux élus de s'approprier.

Plusieurs questions se posent, ne serait-ce qu'à propos de la procédure de planification régionale qui sera mise en œuvre éventuellement par la nouvelle CRÉ. Comment une telle procédure pourra-t-elle interpeller le secteur privé, grand absent des procédures de planification dans le passé, alors qu'il représente la force vive irremplaçable pour traduire les finalités et les stratégies en actions concrètes et porteuses de développement?

Nos élus seront aussi appelés à statuer sur le véritable rôle social, culturel et économique qu'ils désirent voir assumer par la société civile organisée. En outre, des choix de valeurs seront sur la table de la Conférence des élus à propos de la durabilité du développement, de la justice sociale, de l'équité, de la démocratie, de l'efficacité économique et de la cohérence administrative.

Bref, les enjeux à relever par nos élus au Saguenay-Lac-Saint-Jean sont de taille. De nouveaux mécanismes institutionnels seront certainement nécessaires pour mobiliser de nouvelles ressources.

Panélistes :

Denis Lebel, maire de Roberval

Denis Trottier, maire de Péribonka

Jacques Côté, député de Dubuc à l'Assemblée nationale

Compte-rendu du forum

Diagnostic

- En jasant avec les autres maires du pourtour de Montréal, je me suis aperçu qu'un de leur problème important était la crise de croissance. À Sainte-Sophie (près de Sainte-Adèle) la population est passée de 2500 à 10000 en 25 ans. À Lorraine, 95% de la superficie de terrain est construite. Dans l'arrondissement du Parc olympique à Montréal, il s'est construit plus de 2000 nouveaux condos dans les 5 dernières années. En arrivant chez moi en fin de semaine, j'avais un appel du propriétaire de la seule épicerie du village me demandant de l'aider sinon il pourrait être dans l'obligation de fermer. Notre population à Péribonka est passée de 1000 dans les années 1960 à 518 habitants aujourd'hui.
- Mais je veux vous donner des exemples parce que vous allez comprendre encore plus facilement comment un élu peut influencer les décisions. Moi, j'ai eu comme privilège de siéger comme ministre auprès du gouvernement précédant et je peux vous dire que l'influence d'un élu que l'on nomme est très importante. Je vous donne l'exemple de Falardeau, du Valinouët. Moi, j'ai obtenu que les travaux d'asphaltage se fassent sur la route du Valinouët. Il y avait 24 kilomètres de routes à faire ce qui était énorme comme coûts. Nous avons quand même travaillé avec le ministre des Transports de l'époque pour mettre ça sur un calendrier de quelques années et on s'était dit quand 2003-2004 tout devrait être terminé. On y a travaillé fort, on y a mis les montants d'argent appréciables, plusieurs millions de dollars. Pendant ce temps, la municipalité de Falardeau avait des projets de développer le centre de ski et de développer surtout le village. Elle l'a fait, elle a acheté des

terrains, elle a développé ces terrains et aujourd'hui il y a 220 résidences à Falardeau au Valinouët. Il s'est vendu 34 terrains résidentiels cette année à Saint-David-de-Falardeau au Valinouët. Ça c'est un exemple, c'est un développement régional, c'est un atout pour notre région. Pourquoi? Parce que ces gens qui achètent ce type de propriété, il y a même beaucoup de gens de l'extérieur, il y a même des gens de Drummondville qui sont installés là. Ces gens-là viennent au Saguenay, dépensent de l'argent ici, achètent de l'essence, paient des taxes, vont dans les dépanneurs. C'est un impact énorme au point de vue touristique. Et aujourd'hui, je pense que c'est un élu, j'ai une petite part dans ça, parce que c'est surtout la municipalité mais avec force, avec ardeur, à force d'en parler et de faire des pressions, on a réussi à faire un grand bout d'asphalte. Il en reste un petit bout qui n'est pas encore terminé et j'ose espérer que ça se fera dans un avenir rapproché. Un autre exemple, en 1984 lors du premier sommet économique qui avait lieu au Saguenay-Lac-Saint-Jean, il y avait eu une priorité qui avait été ciblé pour que l'on ait une route panoramique entre Baie-Sainte-Catherine et Petit-Saguenay. Lorsque j'ai été élu en 1998, je suis arrivé et il n'y avait rien de fait et je m'étais dit « Il faut remettre ce dossier-là sur les rails et il faut que l'on recommence à travailler sur ça ». Et à force de travail, à force de rencontrer des ministres encore une fois, et de travailler, remarquez que mes exemples ce sont bien des routes mais un comté rural c'est ça il y a beaucoup de routes, donc à force de rencontres, on a réussi à faire débloquer cela, plusieurs milliers de dollars pour faire une étude de tracé du chemin qui pourrait rallier Petit-Saguenay à Baie-Sainte-Catherine. L'étude présentement est terminée, elle a été déposée au ministère des Transports il y a environ un mois. Elle est au ministère des Transports pour validation et on devrait être capable d'ici quelques temps de mettre en branle le processus, le projet d'une route Baie-Sainte-Catherine/Petit-Saguenay. Quels impacts est-ce que cela a sur la région? C'est énorme. L'été passé, il y a eu entre 350

000 et 400 000 touristes à Tadoussac qui sont allés voir les baleines. C'est du monde ça. C'est plus que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean au complet. Si seulement 50 000 touristes décidaient de prendre la route panoramique, de voir le fjord, d'arrêter à Petit-Saguenay, d'arrêter à l'Anse-Saint-Jean, d'arrêter à Saint-Félix, d'arrêter au site de la Nouvelle-France, d'arrêter voir la Fabuleuse à La Baie, de se rendre à la Vieille Pulperie, imaginez l'impact touristique que cela pourrait avoir sur la région. Cette route-là, il faut la développer, c'est là que l'Élu a un rôle à jouer.

- Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est la région qui a perdu le plus d'emplois en 2003, 5 300 emplois perdus en 2003 au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- On pourrait donner aussi l'exemple du Palais municipal à Ville de La Baie où j'ai réussi à obtenir une grosse subvention pour réparer et rénover la salle de spectacle et aujourd'hui on a une salle qui est régionale, qui est extraordinaire, qui est la plus belle de la région et qui est très versatile, qui peut accueillir 500, 800, 1 200 spectateurs. Et c'est un joyau qui est un point de vue régionale et ça favorise le développement régional parce que c'est tout le monde qui en profite. Lorsque les billets de la Fabuleuse se vendent comme des petits pains chauds, les gens viennent dans l'arrondissement Chicoutimi, dans l'arrondissement Jonquière et dans l'arrondissement de La Baie et les aubergistes, les hôteliers leurs chambres sont occupées et ils servent des repas, ils font de l'argent et les restaurants également. Et c'est ça du développement. Peut-être que si la subvention n'avait pas été accordée, on aurait peut-être eu un projet moins gros ou le projet aurait peut-être été retardé. Alors, c'est des choses comme ça qu'il faut regarder. Même chose pour le projet d'Arbre en arbre à Saint-Fulgence. Je me souviens quand ils sont venus nous voir au début, quand cela a commencé, ils manquaient d'argent. On a travaillé avec le CLD, le CRCD pour leur obtenir des fonds et le projet a démarré. Regardez aujourd'hui, c'est un projet qui propulse la région à travers le Canada et même à travers le monde, à travers l'Europe. Alors,

c'est des choses comme ça que les élus peuvent faire pour aider le développement régional.

- Quand j'ai su dans quel cadre nous étions invités, j'ai relu le Guide de l'élu municipal qui a été écrit par la Direction des politiques et de la fiscalité. Je vais vous lire qu'est-ce qui est le rôle du maire tel qu'écrit là-dedans : « Le maire est le premier dirigeant de la municipalité. Son rôle consiste à principalement représenter la population de la municipalité, présider les assemblées du Conseil, signer les documents au nom de la municipalité, veiller à ce que les règlements et les résolutions soient exécutés et s'assurer que les recettes de la municipalité soient perçues et dépensées tel que prévu. » C'est en gros les mandats. Et puis après j'ai lu le cahier du participant de Monsieur Proulx. « L'élu est là pour faire de la planification régionale, associer le secteur privé qui a été grand absent des dernières procédures, est là pour s'assurer de traduire les finalités et les stratégies en actions concrètes et porteuses de développement. Les élus sont aussi appelés à statuer sur le véritable rôle social, culturel, économique qu'ils désirent. En outre, ils devront faire des choix des valeurs sur la Conférence régionale des élus à propos de la durabilité du développement, de la justice sociale, de l'équité, de la démocratie, de l'efficacité économique et de la gestion administrative. Enfin, les enjeux relevés sont de taille ». Donc, entre ce que l'on nous dit, qui est la théorie, et la pratique, il y a vraiment deux mondes.
- De la théorie à la pratique, nous devons être des spécialistes de la voirie, du transport, de la culture, d'égouts, de développement économique.
- Roberval, ville qui avait en 1992 12 200 habitants et rendu en 2003 à 11 000. Fondée en 1855, ville qui aura 150 ans l'an prochain, Roberval a été bâtie d'abord sur les services gouvernementaux et sur le commerce. Quand les services gouvernementaux sont amputés, il y a des populations qui (faiblissent). Nous avons perdu 9,6 % de notre population depuis 1991, 6,3 % de 1996 à 2001. Nous avons le plus haut

taux de taxes foncières de la région à 1,83 \$ du 100 \$ d'évaluation et ce depuis 13 ans. Je me suis présenté en 2000 avec zéro sous de surplus d'accumuler, je ne juge pas, je fais le constat. Tout le monde fait ce qu'il peut en gestion au moment où ils sont. Nous avons été amputés de 461 emplois, prouvé par force statistiques, dans la fonction publique au cours de cette période, 461 emplois ça peut paraître peu dommageable mais c'est pour 11 000 habitants. Si c'était à Saguenay, ce serait 6 500 emplois. Donc, Roberval a perdu cela au cours des quinze dernières années. En 1981, 44 % des emplois de Roberval étaient occupés par des gens qui étaient dans la fonction publique. En 2001, c'est 33 %, une personne sur trois à Roberval, qui travaillaient toujours dans un domaine qui est rattaché à la fonction publique. Nous sommes la seule ville de plus de 10 000 habitants dans la région qui n'a pas de grandes entreprises. C'est peut-être un avantage, c'est peut-être un désavantage quand c'est les gens qui paient la fiscalité, 70 % de l'assiette fiscale est résidentielle. Si je touche aux taxes, c'est les gens directement qui paient, ce n'est pas Abitibi-Consolidated, Alcan ou d'autres grandes entreprises.

- On gère ça du mieux que l'on peut, on ne gère pas tout seul par contre. On a décidé d'associer la population, pour moi c'était très important. On a fait des états généraux municipaux, on était 200 personnes, 200 personnes sur 11 000 habitants, c'était toutes les couches de la ville qui étaient touchées. On s'est réuni pendant une journée, on a créé sept tables de concertation locale rattachées à une table ad hoc. Sur les 21 personnes, il y a quatorze personnes du monde des affaires.
- Roberval a sept médias locaux, en plus d'un correspondant du Quotidien.
- On est très suivi donc il faut livrer ce que l'on annonce. Donc, on a livré notre plan d'action, on l'a réalisé, les jeunes nous suivent, on a une table jeunesse et on a un conseil jeunesse aussi. Des jeunes de moins de 18 ans qui nous place des commandes aussi. J'ai trois décisions prises

dans les deux derniers mois où c'est le Conseil jeunesse qui nous a amené cela. Notre mandat c'est de diversifier notre économie.

- Diversifier notre économie, je disais tantôt qu'une personne sur trois travaille dans la fonction publique, on vient de bâtir un nouveau parc industriel qui a quatre millions de pieds carrés sur le bord du lac. On a un problème, la voie ferrée est en plein centre de notre ville. On est bordé par un magnifique lac, on a des montagnes à deux kilomètres. Je ne ferai jamais un grand parc industriel, il y a des parcs industriels chinois qui sont plus grand que ma ville, mais au moins on peut essayer de diversifier et si c'est 25 % de services publics et 25 % de commerce, vous connaissez l'histoire d'industries, on va moins tousser quand il va y avoir un secteur bouché.
- Depuis 8 ans, il y a trente millions qui ont été investit dans notre petite ville, présentement c'est un grand chantier municipal.
- Tantôt, j'entendais ce n'est pas drôle on manque de gens pour planter en forêt et on a 12 % de chômeurs dans la région. Une entreprise de Roberval, Leggetwood, qui offre 13,75 \$ de l'heure pour faire travailler des jeunes dans les moulins, il n'y a pas de monde, le salaire moyen en Beauce est à 12 \$ et à Drummondville c'est plein emploi. Et nous, on a une conscience collective de travailler là-dedans.

Déterminants

- Je suis inquiet. Pas désespéré mais inquiet pour tous nos petits villages et plus globalement pour l'ensemble de la région, quand je vois ce qui se passe dans les grandes entreprises. Il y a une urgence d'agir et surtout d'agir ensemble car seul on ne peut pas faire grand chose.
- Notre société a atteint un niveau d'individualisme des plus élevés. Parallèlement et sans doute un peu conséquemment, on assiste à une désaffection vis à vis la politique surtout au niveau fédéral et provincial (faut dire qu'il y en a qui ne se donnent pas de chances). Il faut dire également que nos gouvernements ont fait la preuve qu'ils étaient incapables de corriger adéquatement les disparités régionales, qui de

fait, ne sont pas si simples à résoudre. D'autre part, le gouvernement fédéral a aussi fait la preuve qu'il est difficile d'avoir une bonne gestion des finances publiques lorsque l'on gère d'immenses budgets. Que l'on pense au scandale du contrôle des armes à feu qui est passé d'un coût estimé de 2 millions à plus de deux milliards et de la déclaration d'un député membre de la commission de surveillance des finances qui a déclaré que les projets de moins de 5 milliards font l'objet de peu de surveillance compte tenu des faibles montants en cause. Sincèrement je crois que nos municipalités sont mieux administrées.

- Que fait-on quand nous ne sommes plus satisfaits de nos dirigeants? On peut en mettre d'autres à leur place, mais on peut aussi décider de s'occuper de nos propres affaires. Quand j'ai fait ma maîtrise en Études régionales au début des années 80 je croyais que ça prendrait 10 ans pour qu'on ait un véritable contrôle sur notre développement. 25 ans plus tard nous sommes loin du compte. Nous sommes dans une relation de colonisés qui fait que nous ne pouvons même pas avoir une initiative même lorsque nous proposons quelque chose de mieux que les ministères qui nous encadrent, et je pourrais vous citer plusieurs exemples à cet effet.
- Si dans les 25 dernières années nous n'avons guère progressé dans la lutte pour le contrôle de notre développement, Nous avons au moins dégagé un consensus à l'effet que cela n'a plus de sens. À peu près tout le monde reconnaît qu'il ne peut y avoir de développement durable sans que l'on ait un minimum de contrôle sur nos ressources, tout comme un minimum de liberté d'entreprendre et d'autonomie dans notre développement. À cet effet je vous rappelle que selon l'Unesco: "le développement est un processus qui vise à rendre les individus et les collectivités, plus autonomes et mieux en mesure de maîtriser leurs destinées". Si l'on accepte cette définition on doit avouer que nous ne sommes pas très développés.

- L'autonomie est à la base de tout développement que ce soit au niveau individuel ou collectif. Il s'agit là non pas d'un possible défi mais bien d'un passage obligé. Par ailleurs, l'autonomie (capacité de décider dans un nombre limité de champ de décisions), est un signe de maturité tant pour les individus que les peuples et le premier pas vers l'indépendance.
- Tout le monde se rend bien compte que notre avenir est menacé. On fait des résolutions pour dénoncer les fermetures d'usines ou pour demander aux gouvernements centraux d'intervenir, mais nous n'avons pas de véritable projet de société régional et encore bien moins de stratégie pour le mettre en place. Bien sûr, on a de pistes de solutions : deuxième et troisième transformation mais il n'y a plus de CAAF de disponibles. Bien sûr, on a fait l'élaboration d'un certain nombre de mesures intéressantes lors du sommet des régions, mais ces préoccupations restent le lot d'un petit groupe d'initiés. Je ne suis pas sûr que monsieur et madame tout le monde pourraient nommer quelques-unes des revendications du dernier sommet des régions et voilà qu'on se lance de nouveau dans de nouvelles consultations sous le titre de " briller parmi les meilleurs" titre que je trouve en passant trop prétentieux. De plus, je ne crois plus tellement à ce genre d'exercice qui sert plus souvent qu'autrement à gagner du temps et qui débouche le plus souvent sur une longue liste d'épicerie que l'on a pas le moyen ou la volonté de mettre en place.
- Par le passé, trop souvent la solidarité régionale s'est faite à l'avantage du Saguenay: Hôpital régional, université régionale, autoroute régionale, centres d'achat régionaux, etc. Fort heureusement un nouveau courant plus positif et plus solidaire semble se pointer à l'horizon, avec la mise en place de la CRÉ.
- Il y a un constat qu'il faut faire, il ne faut pas se fermer les yeux, c'est que le développement régional au Québec, particulièrement au Saguenay-Lac-Saint-Jean, traverse une période excessivement difficile. Nous sommes, donc confrontés à des grands défis et aujourd'hui c'est le début

d'une réflexion qui, je l'espère, va se continuer au fur et à mesure des semaines, des mois et des années parce que c'est quelque chose qui n'est jamais terminé.

- Le développement ça s'ajuste avec l'économie, ça s'ajuste avec les cycles économiques et c'est pour ça que c'est important de réfléchir mais une fois que l'on a réfléchi, ce n'est pas terminé pour la vie.
- Qu'est-ce que l'on doit faire nous comme élus? Il y a trois possibilités. On peut laisser aller les choses, se dire que la crise va passer, que de toute façon ce sont les meilleures entreprises qui vont survivre, que celles qui sont moins bonnes vont s'éliminer automatiquement, c'est normal qu'il y ait une épuration. Ça c'est le libéralisme économique poussé à l'extrême. Ça c'est la première solution. On peut aussi, comme deuxième solution, essayer de gérer les crises ponctuelles comme il arrive présentement. Et comment les gérer? En apportant des mesures de soutien, par exemple l'État intervient pour aider les entreprises soit par des subventions soit par des prêts garantis et ça permet à ces entreprises qui sont supportés par l'État d'être relancées. Donnons l'exemple de la Gaspésie. Est-ce que cela par contre va pérenniser le développement? Est-ce que cela va empêcher l'exode des jeunes dans une région? Ce que l'on peut faire également, la troisième solution, c'est de s'asseoir ensemble comme on le fait aujourd'hui, comme on l'a fait avec le Sommet des régions, pour essayer de trouver non seulement les moyens mais aussi les conditions pour donner un nouvel essor à notre développement régional et surtout pour que ce développement devienne durable.
- Vous comprendrez naturellement où je me situe par rapport à ces trois propositions. Vous comprendrez que je rejette complètement la solution A parce que je ne crois pas, comme disait Adam Smith, à cette main invisible qui, travaillant pour elle-même, va assurer indirectement le bien-être de toute une communauté. L'entreprise, le libéralisme économique c'est le profit donc celui qui travaille, il travaille pour lui-même, pour sa

poche, il veut faire des profits donc il se soucie peu de la communauté. Quant à la proposition B, celle où l'État intervient avec des mesures de soutien, je crois à cette hypothèse mais de façon partielle. En effet, dans une région, l'État doit agir, dans une région ressource comme la notre. L'État doit agir comme un moteur pour le développement économique pour aider certaines entreprises et cette intervention de l'État ne doit pas être généralisée c'est-à-dire qu'on ne peut pas demander de subventionner tous les projets des petites et moyennes entreprises. Si c'était le cas, on irait tout droit à la faillite. C'est pourquoi la proposition d'un fonds de capital de risque que nous avons faite et proposée lors du Sommet des régions. Nous demandions 430 millions de dollars pour la région et même aujourd'hui le Président du Comité de relance économique que le gouvernement a mis en place récemment arrive à la même conclusion. Ça prend un fonds de capital de risque dans la région, d'en venir à un montant de 100 millions de dollars aura peut-être moins d'impacts mais le principe est là, d'avoir un fonds de capital de risque. Ça c'était la deuxième solution.

- Il y a aussi le développement structurant d'une région. C'est évident que l'on ne peut pas créer des petites entreprises, que l'on ne peut pas se permettre de se lancer, si on n'a pas les infrastructures solides dans la région, les infrastructures routières, les infrastructures touristiques aussi, les infrastructures industrielles capables de recevoir ces petits projets.
- On ne peut pas naturellement être seul responsable du développement en région, ce n'est pas possible, ce n'est pas à nous de supporter tout cela ce développement régional là.
- C'est une situation qui est précaire, vous savez ce qui se passe ici, ce qui se passe à La Baie, à Alcan, à la Consol, ce qui se passe avec la crise de la vache folle, la crise du bois d'œuvre, les producteurs agricoles qui sont au prise avec des revenus de moins en moins élevés et des coûts de plus en plus élevés, alors c'est tout cela qu'il faut regarder ensemble.

- Ça ne veut pas dire que parce que ça fait 40 ans que l'on fait la même chose, qu'il faut toujours continuer. Je parlais avec Marc-André Gagnon qui est ici et qui me racontait des choses aberrantes, ça ne se peut pas qu'en région on ne soit pas capable de réaliser des projets à cause de certaines politiques nationales ou provinciales qui n'ont pas été changées et qu'on n'est pas capable de faire bouger. C'est ça notre rôle à ce moment-là, si on travaille ensemble et que l'on se fait donner des (signaux), si on dit « Écoutez Monsieur le député, dans tel dossier, il faudrait faire telle ou telle chose » et si tous ensemble on pousse, on va y arriver. On a un potentiel je pense au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on n'est pas plus bête qu'ailleurs et je pense moins des fois qu'on est un peu moins bête qu'ailleurs. Alors on a un bon potentiel pour réaliser, on est capable de créer des nouveaux repaires pour être capable d'orienter notre action. On ne peut plus se fier sur le primaire pour créer des emplois et promouvoir notre région.
- Je suis venu en politique parce que j'y crois, je crois qu'on peut bâtir un avenir à nos jeunes dans notre région.
- Je tiens à saluer tous les élus municipaux qui sont dans la salle, il y en a beaucoup. On est tous dans le même bateau, que ce soit les conseillers et conseillères, on est tous dans le même bain, on rame tous pour essayer que nos milieux soient meilleurs pour les générations futures.
- Moi, j'ai été élu maire à temps plein à Roberval, il y a 11 200 habitants à Roberval, j'avais déjà un travail qui me demandait 60 heures semaines, deux adolescents à la maison, je suis allé en politique parce que j'y crois et je vais continuer à y croire j'en suis certain.
- N'étant pas un grand spécialiste régional, j'ai une courte expérience locale, je vais vous livrer, en vous disant que ce je vous dit je le projette et que c'est facilement applicable et exportable à toute la région, à ma petite expérience de maire de Roberval.
- On est loin d'être rendu, tout est à faire mais c'est ensemble que l'on dit que l'on devrait réfléchir.

- Par manque d'expérience politique, on a fait un programme électoral de trois pages, quand on s'avance et qu'on s'étire le cou, après il faut livrer. Donc, on a livré un programme électoral, on s'est présenté une équipe électorale et on a été élu six sur sept et on avait déjà pris une orientation, nous gérons la Ville de Roberval comme une entreprise. Et l'obligation des résultats, imputabilité des fonctionnaires, attentes signifiées et biens livrables. Ils disent que je suis un peu fou mais que je sais où je vais. Donc, on va réussir ensemble à faire quelque chose et c'est là-dedans qu'on est parti.
- On travaille fort ensemble pour essayer de se donner une vision d'avenir et je sais très bien que le développement d'un milieu il est endogène. On ne peut pas juste faire des industries, c'est notre social, c'est notre communautaire, c'est notre sportif, c'est notre culturel, c'est l'ensemble des données, si on n'a pas les services de santé ça ne fonctionnera pas. Donc, on travaille de pair avec tout ce monde-là pour faire avancer notre milieu. Puis là les fonctionnaires et d'autres personnes nous disent « Mais ils vont nous demander des choses ce monde-là. Si tu les fais travailler et que tu leur demandes de nous aider, ils vont te placer des commandes ». Oui, et c'est ça que je veux. C'est ensemble qu'on va réussir et on a commencé comme ça petit à petit et là on est rendu, ça c'est passé ça à l'automne 2001, on a déposé notre plan d'action public à la télévision, avec les médias en janvier 2002.
- On m'a dit « Quand tu associes le monde, c'est du suicide politique. Tu as le pied sur le banc et si ça ne marche pas, ils vont te tasser ». Mais ça l'air de marcher. Évidemment, on n'est pas rendu mais j'ai la certitude que c'est ensemble qu'on va s'y rendre.
- Comme les gouvernements, ce n'est pas facile de gérer, il faut se payer ce que l'on est capable et quand on n'est plus capable, il faut rationaliser. C'est nous, c'est notre obligation locale, on a le devoir d'influer l'économie de notre milieu et c'est ce que l'on essaie de faire. On veut faire de Roberval un milieu de vie qui soit plus agréable, on veut

développer « touristiquement » le magnifique bord du Lac que nous avons, ça fait 150 ans qu'on lui tourne le dos.

- Il y a encore d'autres annonces qui vont se faire et je sais que tout est à faire mais au moins on essaie de le faire ensemble. En ce qui concerne les médias locaux, on a un rôle de positivisme à jouer, il faut dire les vraies choses, quand tu es dans le champ tu es dans le champ mais quand ça va bien, essayons donc ensemble de dégager un peu de bonne humeur et de plaisir dans cette région.
- Ce n'est pas juste à nous de regarder cela, il faut regarder cela ensemble.
- Finalement, sur le développement de Roberval, on s'est dit que la culture serait notre fer de lance, la culture c'est ce que nous sommes, c'est l'eau qui coule dans nos veines qu'elle soit du Saguenay ou du Lac-Saint-Jean. On a bâti ensemble un pays et on va continuer ensemble de le développer. Je transpose ce message-là pour toute la région. C'est un message pour une petite ville de 11 000 habitants.
- On a dit ensemble au Rendez-vous des régions que si on ne nous transférait pas le contrôle sur les ressources naturelles, peu importe où se situera la (bande), on est assez grand et assez grande pour prendre nos décisions. Ça ne veut pas dire que l'on ne respecte pas les gouvernements supérieurs, ça veut dire que la maturité de notre région nous permet d'aller de l'avant là-dedans.
- Je terminerai mon message en vous disant que je crois en cette région comme vous tous et toutes. J'ai eu des occasions de sortir du monde municipal et j'ai choisi d'y demeurer parce que je sais qu'ensemble, et là il y a la nouvelle Conférence régionale des élus, comment ça va aller. Je veux juste dire qu'on n'est pas des incarnés. Quand on dit la société civile, je me considère aussi civil que n'importe qui dans la salle mais je sais qu'on a besoin de tout le monde. Comment on va y arriver? Ça on verra plus tard.

- Dans vos discours, vous dites « les jeunes, les jeunes », on entend « jeune » mais connaissez-vous réellement la situation des jeunes de la région, les problèmes qu'ils vivent constamment 24 heures sur 24? Un jeune se lève le matin et c'est à quoi il est confronté?
- Je travaille avec des jeunes mais je n'ai pas la prétention de vraiment les connaître. Je sais que quand j'étais jeune, ce n'était pas facile non plus. Je sais que c'est en travaillant que l'on réussit vraiment quelque chose. Je sais également que les jeunes qui se sont occupés de politique c'est parce qu'ils étaient inspirés par des vieux. Moi, je me rappelle le début de la Révolution tranquille dans laquelle on a modernisé l'État et ça c'est intéressant comme débat. Quand à un moment donné René Lévesque a dit « On va faire l'indépendance », il y avait quelque chose là-dedans mais présentement, au niveau régional, qu'est-ce que l'on a pour mobiliser nos jeunes? Je vais vous dire le projet de société, il fait dur. On cherche des coupables, on ne bâtira rien avec ça. C'est pour ça que je vous dis qu'il faut que l'on propose quelque chose dans le vent, de dire que là on va avoir un nouveau système politique décentralisé avec des jobs pour des gens diplômés et non diplômés. Ça d'après moi ça peut interpeller des gens. Moi j'essaie de faire une simulation démocratique « Démokratia » et on a comme objectif qu'il y ait 20 % de jeunes qui se présentent aux conseils municipaux en 2005. Ce n'est pas en leur disant « Venez nous aider à décider de la longueur des trottoirs que l'on va réparer » que l'on va les mobiliser. Mais si on leur dit « Écoutez, on est en train de bâtir un projet de société régional dans lequel on va avoir le contrôle sur notre développement » c'est plus intéressant. Moi, c'est le défi que je lance. À travers tout cela, c'est sûr que les jeunes ont de l'ouvrage, ils n'ont pas beaucoup d'argent mais ça c'est le lot de toutes les générations. Je pourrais dire que j'ai l'impression que, quand je regarde mon père qui n'a pas eu de jeunesse, je me dis fort heureusement moi j'ai connu la jeunesse, vous autres vous avez la jeunesse mais il y a encore des sociétés qui n'ont même pas

d'adolescence. Moi je me dis qu'on a des moyens, on a des ressources, on a de l'argent, de l'imagination, il nous manque l'action. Moi, ce à quoi je vous convie, c'est à mettre l'épaule à la roue à un projet dans lequel vous pourrez participer, vous pourrez décider et de faire en sorte que vous pourrez dire à vos propres enfants « Moi quand j'étais jeune, on a commencé », ça va prendre une génération pour changer les choses mais vous pourrez dire « Moi, j'étais présent, j'étais un véritable acteur du développement ».

- Oui, c'est difficile aujourd'hui pour les jeunes de vivre, oui c'était difficile aussi pour les autres générations. Je pense que les années que l'on vit, c'est plus difficile encore étant donné tout ce que l'on vit, tout ce qui se passe dans le monde et avec toutes les possibilités qu'il y a. Mais, par contre, le principal problème que les jeunes vivent aujourd'hui c'est que l'on dirait que les jeunes n'ont pas d'espoir. Ils ont perdu espoir en l'avenir. Et ça c'est très dommageable et c'est malheureux parce qu'il y a de la place pour les jeunes qui veulent travailler. Moi je connais des jeunes dans mon comté et j'en connais plusieurs qui ont parti des petites entreprises, je peux même vous en nommer une Les Vallons de Chambreuil, Patrick Déry, qui a travaillé fort et qui fait des jardins écologiques, des produits écologiques, ils élèvent même des brebis, des agneaux. C'est possible de démarrer des projets, on a les CLÉ, on a les CLD, il y a les carrefours jeunesse-emploi, il y a un paquet de choses pour vous aider et aussi c'est possible pour les jeunes d'aller en politique parce qu'il y a des jeunes députés à l'Assemblée nationale. On a un député à l'Assemblée nationale qui n'a même pas trente ans, alors c'est possible. Je sais que ce n'est pas facile, mais si vous travaillez, il faut que vous vous impliquiez aussi dans la société dans laquelle vous vivez. Les jeunes ne sont pas impliqués. Moi, mon épouse est professeur à l'UQAC et le lendemain de l'élection de 2003, elle avait 31 élèves dans sa classe et elle a demandé qui était allé voter. Savez-vous combien il y en avait qui avait été voté? Neuf sur 31. Les jeunes ne s'intéressent

pas. Vous avez un devoir, vous avez aussi une obligation de faire des choses et on va vous aider. Aidez-vous aussi vous-mêmes, commencez par vous aider et vous allez voir que ça va marcher.

- Ce n'est pas facile, je sais que ce n'est pas facile. Je le vis à la maison, j'ai un jeune qui a choisit de faire un DEP en plomberie-chauffage mais il n'y en a pas d'ouvrage. Denis (Trottier) disait tantôt que l'essentiel c'est d'avoir des moyens, il faut avoir des leviers. On brasse et on brasse mais on n'a pas les leviers. J'aime mieux qu'on se trompe en ayant des leviers et de vous donner de la place. Il faut que nous, les plus âgés un peu, on se tasse et on vous fasse de la place. On vous amène sur des conseils et tantôt je me suis pris à mon propre jeu, je vous ai répondu comme on le fait dans à peu près tous les conseils d'administration quand il arrive un jeune qui vient nous interpeller « Hey, le jeune ou la jeune, si tu penses que tu vas me tasser, que tu vas prendre la place. J'ai mon expérience ». Il faut vraiment qu'on ouvre nos esprits. On est dans une ère nouvelle, on est dans les problèmes par-dessus la tête et il faut que l'on se donne des nouveaux projets de société. On en parle souvent moi et Denis (Trottier), je ne peux pas me dissocier de ce qu'il a dit au niveau de l'avenir de la région et peut-être que si vous avez des moyens et que l'on est capable de vous faire de la place... Je constate très bien que ce n'est pas facile. Actuellement, il y en a qui ne gagne rien, il y en a qui ne mange rien et l'itinérance ce n'est juste sur les bancs de Montréal, il y en a dans notre région, il y en a à Roberval et je n'ai pas de misère à croire qu'il y en a ici. Il va falloir que l'on s'aide là-dedans. Tantôt je donnais l'exemple du salaire minimum versus le salaire à 13,75 \$, à quelque part, l'éducation va permettre à notre région d'aller plus loin. Si on veut être différent, il va falloir que l'on soit meilleur que les autres. Il faut que l'on soit innovateur. Quand les gens viendront dans la région, à quatre heures de Montréal on n'existe plus, il faut vraiment qu'ils aient une raison de venir et ils ne viendront pas me voir moi, c'est vous qu'ils vont venir voir dans quelques années. Donc, soyons encore plus fins,

plus fines, et aidons-nous et travaillons ensemble et c'est vous qui aller bâtir votre avenir et nous on va vous aider à le faire.

- Je vais vous dire une réalité, de plus en plus la population étudiante est constituée de jeunes mères. De plus en plus, des jeunes filles de 16 ans ont des enfants, la population étudiantes autant universitaire que collégiale a une grosse population qui sont des mères à l'école et j'en suis une. On est sur des projets de garderie à l'école, ça coûte 400 \$ par mois de gardienne parce que je n'ai pas de garderie à 5 \$ et en tant qu'étudiante, on n'est pas capable de subvenir à ces besoins-là, on a de la misère. On a des ressources mais elles sont très peu accessibles. C'est ça que je voulais dire dans le fond c'est que les ressources pour les étudiants sont peu accessibles, on a de la misère à avoir de l'aide. Je connais des filles qui ont seize ans et qui ont des enfants, elles ont été obligées de lâcher, elles veulent retourner à l'école mais elles n'ont pas d'accessibilité aux garderies, elles ont des problèmes comme le transport. Il y a des filles qui avaient recommencé mais qui ont été obligées de lâcher à cause du manque de ressources, du manque d'aide. J'en profite pour vous le dire parce que le message ne s'est pas fait. On a fait des démarches mais c'est dur d'avoir accès directement aux élus.
- Expérience personnelle, il faut que l'on fasse différent. Je disais tantôt que je suis grand-père, ma fille de 19 ans elle est mère. Elle est technicienne en garderie. Elle a voulu monter une garderie dans le non-conventionnel dans le milieu hospitalier pour que les filles de quatre à minuit et de minuit à huit fassent coucher leurs enfants et elle s'est buté à l'ensemble du monde, il faut que l'on change les normes, les paradigmes.
- À tout problème, même s'ils sont différents d'anciennement, il y a des solutions. Monsieur Trottier, est-ce que vous voyez une place pour aider le développement de la région concernant les comités de citoyens?
- À partir du moment où il y a des individus qui croient que c'est nécessaire, c'est nécessaire. Ce que je sais par expérience, c'est que

souvent les gens qui sont dans les comités de citoyens, c'est une façon de se faire connaître et de faire en sorte de devenir candidat. C'est un tremplin assez souvent. Ce n'est pas mauvais comme tremplin. Quel travail les gens font? Ça dépend des individus, ça dépend des comités. Ce que je sais par expérience, c'est que souvent les comités de citoyens c'est un tremplin pour de futures élections.

Défis

- Même si je suis un fervent régionaliste, je suis d'accord que l'on doit conserver des minimums à respecter à la grandeur du Québec. Mais quand l'État québécois ou canadien nous empêche de faire mieux, c'est qu'il est temps que l'on redéfinisse leur rôle et qu'on s'occupe nous-mêmes de nos affaires .
- Certains rêvent encore qu'une grande entreprise puisse venir nous développer, nous sauver même. Pendant longtemps, nous avons vécu dans la dépendance et cela nous servait bien: beaucoup d'emplois et de bons salaires, mais ce temps est derrière nous. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, mais bien de développer un projet de société régional mobilisateur qui sera original, décentralisé, responsable et solidaire et qui tienne compte de la réalité budgétaire dans laquelle nous nous retrouvons. Sachant qu'à l'heure actuelle il n'y a pas de gouvernement régional, c'est par le biais des conseils municipaux et des MRC qu'on devra mobiliser les gens et comme on a des problèmes de relève à ce niveau, on ne réussira pas à mobiliser nos gens, en particulier les jeunes, sans un projet d'envergure qui puisse changer radicalement la situation actuelle. Une telle mobilisation ne pourra se faire sans l'appui de la société civile. J'aimerais qu'à cet effet, nous élaborions un projet dans lequel nous serons maîtres de notre propre développement, un projet qui ferait en sorte que nous puissions créer les emplois dont nous avons tellement besoin, un projet qui pourrait mobiliser les jeunes qui ont tant de raisons de nous quitter, un projet moderne qui ferait en sorte que nous devenions un point de mire d'expérimentation et d'innovation en

matière de prise en main de notre développement local et régional. Pour évoluer tant du point de vue individuel que collectif, nous avons besoin d'un projet qui soit plus grand que nous. Quelles pourraient en être les grandes lignes?

En premier lieu, il faut d'abord cesser de chercher des coupables et plutôt se mettre en mode solutions. Ensuite, il faudra identifier un nombre limité de priorités. Pas trop nombreuses pour ne pas devenir une liste d'épicerie et pas trop courte afin de pouvoir rejoindre un nombre le plus grand nombre possible de citoyens(ennes) (3 à 5 maximum). Il faudra également avoir une vision à court terme mais aussi à plus long terme. À cet effet, il faudra examiner chacune des compétences liées aux gouvernements fédéral et provincial et se demander si on peut faire mieux. Ça c'est ce qu'on appelle de la subsidiarité: Processus par lequel, dans un premier temps, on identifie lequel des gouvernements est le plus efficace et le mieux adapté pour rendre tel ou tel service. Dans un deuxième temps la subsidiarité met de l'avant qu'en tout temps on peut rapatrier des pouvoirs qu'on avait concédés ou que s'étaient accaparés les gouvernements se disant de niveau supérieur. Il faut que l'on parte de l'idée que le niveau de gouvernement municipal doit pouvoir négocier d'égal à égal avec les deux autres paliers de gouvernement. Il faut refuser de se laisser traiter de créature du provincial et affirmer haut et fort que les gouvernements se disant supérieurs doivent être à notre service et non l'inverse. C'est donc à un véritable chantier de décentralisation dont nous serons les maîtres d'œuvre que je vous convie. On ne pourra tout faire à la fois et là comme ailleurs, il faudra des priorités. La première qui saute aux yeux, c'est le domaine de la forêt. Je n'en reviens pas de constater combien notre économie est reliée à la forêt. Dans notre MRC il y a 10 municipalités sur 12 dont l'économie dépend à plus de 50% de la forêt. Le problème c'est que l'on coupe de plus en plus d'arbres mais il en résulte de moins en moins d'emplois. Nous assistons impuissants à une détérioration de la situation. On

identifie des coupables mais guère de solutions. Pendant ce temps le gouvernement vient tout juste de couper de manière importante dans le budget des richesses naturelles autour de 15 % si l'on inclut l'inflation. C'est un des signaux nous indiquant qu'il est grand temps de prendre le contrôle de la forêt au niveau régional. Lors du passage de la commission sur la forêt nous devrions avoir qu'une seule recommandation: Donnez nous la gestion de cette ressource. Le contrôle tant de la gestion de la ressource que des redevances, que de la recherche et même de la formation y étant associés. Dans l'ensemble de ces fonctions il y a une grande quantité d'emplois potentiels dont nous avons grandement besoin. Plus facile à dire qu'à faire diront certains et ils ont bien raison. Il nous faudra là comme ailleurs, faire preuve de courage, de détermination, de persévérance, de vision à long terme, de solidarité et de responsabilité. À cet effet, il faudra modifier l'attribution des CAAF en réservant un pourcentage important pour la seconde et les autres transformations. Il faudra démontrer qu'on est capable de faire de la gestion intégrée des ressources, en intégrant, les notions d'aires protégées, de mise en valeur de la flore et de la faune, les zones de récréations, les revendications amérindiennes etc. Il faudra également développer de nouvelles certifications comme par exemple une certification territoriale qui garantisse qu'on s'occupe bien tant de la gestion de la forêt que des conditions de travail de ceux et celles dont c'est le gagne-pain. Somme toute une gestion durable et équitable de la ressource. Il nous faudra également avoir une approche décentralisée de la décentralisation. L'histoire du Québec récent a été basée sur la théorie de pôles de croissance, lancée au début des années 1970 par Martin, Haigin et Raynault qui devait permettre à l'ensemble du Québec de se développer alors qu'on a tout simplement encouragé la centralisation faisant notamment en sorte que 72% des emplois du haut savoir sont concentrés autour de Montréal alors que cette ville ne représente que 50% de la population. À cet effet, je suis persuadé que

l'intervention de l'État en terme de création d'emplois est proportionnellement beaucoup plus importante dans les grandes villes que dans les régions et ce, plus particulièrement dans les petits villages. C'est pourquoi, il faudra décentraliser la décentralisation. Faire en sorte que lorsqu'on décentralisera le ministère des richesses naturelles on n'envoie pas tous les emplois à la Ville de Saguenay pas plus que la recherche devrait être centralisée à l'UQAC. Un premier pas est fait dans ce sens par la localisation dans le comté Roberval du futur Institut de la transformation du bois. C'est comme ça que nous pourrons développer une véritable solidarité régionale.

- Il faut que l'on se rappelle constamment que ce sont les petits ruisseaux qui font les grands fleuves et non l'inverse, et qu'à cet effet, on devra apporter une attention spéciale aux plus petites de nos municipalités. Dans ce sens, c'est auprès des MRC que devrait se faire la décentralisation, car elles sont plus près des préoccupations des petites municipalités qu'aucune autre instance régionale ne pourrait l'être. Ainsi, il est essentiel d'établir dès le départ que les redevances sur la forêt devront demeurer au sein des MRC forestières en fonction de leur superficie boisée. Il faut qu'il y ait un lien entre le territoire et le retour des redevances. Il faut également, qu'il soit clair, qu'aucune richesse naturelle ne puisse sortir de la région sans qu'il n'y ait de redevances annuelles de versées en région. Dans le cas de certaines richesses comme l'hydroélectricité, dont il est plus difficile à déterminer la territorialité, nous pourrions envisager un partage régional selon des critères à être définis ensemble. Lorsque nous aurons de nouvelles redevances et que nous pourrions sortir de notre dépendance, il faudra qu'on se rappelle que nous avons un devoir de partager une partie de cette nouvelle richesse avec les autres régions et même prévoir qu'une partie des redevances devra être réservée à la solidarité internationale.
- Nous disions il y a quelques années qu'il ne pouvait y avoir d'économie sans environnement, nous devons maintenant dire qu'il ne peut y avoir

d'économie viable sans équité tant régionale qu'internationale et ce tant du point de vue financier qu'environnemental.

- D'autre part, dans un autre domaine essentiel, on peut penser qu'on pourrait avoir davantage d'autonomie en matière de santé. Il faut que l'on revendique à la fois la part des ressources qui nous revient, mais également les moyens de former l'ensemble du corps médical en région. De plus, c'est en région que doivent être ouverts les postes de médecins, sinon il y aura toujours davantage de ressources en ville qu'en région. Il faudrait également qu'on puisse se doter d'un projet original de santé régional. Notamment en mettant de l'avant que chaque petite municipalité devrait bénéficier d'un minimum de service de santé par le biais de coops de santé ou autre. D'autre part, considérant les coûts de plus en plus astronomiques de la santé, soit près de 50% du budget québécois, on ne pourra pas continuer d'y investir de plus en plus d'argent sans couper massivement dans les autres secteurs ou devoir augmenter substantiellement les impôts. Il y aura un bon débat à faire là dessus. Dans ce sens, nous pourrions axer davantage sur la prévention qui se ferait sur une base locale. Au début du siècle, les municipalités avaient la responsabilité de la prévention des maladies et des installations sanitaires. Au fil du temps, les gouvernements canadien et québécois ont accaparé ces champs. Ne pourrait-on pas avoir davantage de pouvoirs dans le domaine? Ne pourrions-nous pas par exemple, mettre de l'avant une série d'incitatifs qui pourraient faire en sorte que nous fassions davantage d'exercice tant à l'école, à la maison qu'à l'usine et devenir ainsi un projet pilote en matière de prise en main de la santé par les citoyens? Somme toute avoir une approche davantage santé que médecine. Par ailleurs, nous sommes en plein déclin démographique et il ne semble pas que la revanche des berceaux soit pour demain. Ne pourrions-nous pas envisager de réclamer l'octroi de la citoyenneté au niveau municipal tout comme cela se fait en Suisse? Je vous rappelle en passant que la MRC Maria-Chapdelaine, à elle seule,

est de la grandeur de la Suisse, c'est-à-dire autour de 40 000 kilomètres carrés et qu'en Suisse on y retrouve plusieurs cantons qui ont des lois et même des langues différentes. On pourrait s'inspirer des éléments les plus intéressants de décentralisation de la Suisse, les adapter à notre réalité régionale et faire œuvre de débroussaillage en matière de décentralisation au Québec. Je pourrais continuer l'élaboration d'autres avenues, mais cela s'avérerait inutile notamment parce qu'un projet de société ne peut venir d'un seul individu et je suis persuadé que plusieurs d'entre vous ont de meilleures idées à proposer que les miennes, on peut penser à des mesures protectionnistes ou incitatives dans différents domaines, etc. Par contre, je crois important de dégager à ce moment, quelques éléments de stratégies afin de faire progresser un tel projet de décentralisation. Un des premiers problèmes auquel nous serons confrontés, c'est que nous n'avons pas, du moins pour le moment, le contrôle de l'agenda. L'imposition de la date des forums régionaux en étant l'illustration la plus récente. Nous devons donc du moins pour un certain temps (maximum 6 mois) accepter de collaborer avec le gouvernement qui a des enjeux nationaux à gérer alors que nous devrions prioriser l'action régionale.

- Ceci étant dit, si nous avons le contrôle de l'agenda, la CRÉ qui a pour fonction d'établir un nouveau plan stratégique régional en collaboration avec les intervenants de la société civile, nous réunirait par le biais de différents forums et nous proposerait un modèle nous permettant de dégager les 4 ou 5 priorités à court terme et nous pourrions alors établir la stratégie pour les mettre en place. Malheureusement nous devons jouer sur plusieurs tableaux et nous inscrire dans le processus qu'a mis en place le gouvernement, car il nous promet une véritable décentralisation avec les ressources y étant associées. Il y a là une nécessaire collaboration. Cependant, il n'est pas question de faire confiance aveuglément, non pas parce qu'on ne peut présumer le gouvernement de mauvaise foi, mais qu'il y a toutes sortes d'intérêts

divergents (fonctionnaires, régions centrales, syndicats, etc.) dans un tel processus. C'est pourquoi nous devons avoir notre propre stratégie qui pourrait s'articuler ainsi. D'abord il faut identifier notre cheval de Troie qui nous permettra de faire une brèche dans le système centralisé actuel. Compte tenu qu'il y a une commission sur la forêt qui se tiendra bientôt et compte tenu de l'importance qu'a la forêt dans notre région, je crois que la forêt sera notre meilleur cheval à court terme. Ensuite, il nous faut un plan clair avec un échéancier et des moyens qui nous permettront d'atteindre nos buts. Ce plan devra contenir cinq étapes: Étape 1: Se mettre d'accord régionalement sur le fait d'avoir une seule recommandation lors de la Commission forêt soit: la décentralisation complète de la gestion tant de la ressource que des redevances y étant rattachées. Cette recommandation devra être préalablement accompagnée de grandes orientations que nous voudrions prendre, et démontrer que nous avons la capacité de bien gérer nous-mêmes notre forêt. D'autre part, il faudrait que l'ensemble des mémoires qui pourraient porter sur des aspects différents arrivent à la même conclusion: nous voulons gérer notre forêt. Étape 2 : On fait les représentations nécessaires auprès des différentes instances gouvernementales. On réitère notre position lors des forums régionaux. On précise les délais avec un échéancier à court terme d'environ 6 mois au plus tard en janvier 2005. Étape 3: On met en place un fonds de défense des intérêts de la région par le biais d'une taxe municipale spéciale et temporaire qui nous permettra de faire valoir notre point de vue tant dans la région que dans l'ensemble du Québec (campagne promotionnelle, mobilisation pacifique des différentes instances, études techniques, élaboration de scénarios de passation des pouvoirs, etc.) Quand on a un but et qu'on y croit vraiment on se donne des moyens. Étape 4 A: On s'entend avec le gouvernement et on met en place le processus avec un échéancier approprié. Étape 4 B; On ne s'entend pas avec le gouvernement. On prépare alors un référendum en collaboration avec chacune des

municipalités. On pose une question claire sur la gestion de la forêt et on se mobilise pour avoir une réponse claire, lors du référendum qui aura lieu en même temps que les élections de novembre 2005. Étape 5 Suite à un résultat positif, démocratique et légitime. On négocie de gouvernement à gouvernement afin de prendre la gestion de notre territoire en matière de forêt et on commence la discussion sur les autres aspects de la décentralisation. P.S. Comme on risque de devenir un point de mire au Québec et d'attirer ainsi une clientèle touristique et politique importante on n'augmente pas trop le prix des chambres pour ne pas briser notre réputation de gens accueillants et équitables. C'est là le défi auquel je nous convie. C'est à nous de décider ce qui est bon pour nous. Notre avenir, c'est nous qui devons le concevoir. Pour cela il faudra plus que des mots, il faudra du courage, de la détermination, de la solidarité, de l'action, de la mobilisation et de la responsabilisation et je sais que nous en sommes capables.

- On aura beau choisir aujourd'hui des bases sur lesquelles nous devons travailler mais ces bases, une fois qu'elles seront mises en place, il faudra les mettre à jour au bout de cinq, dix, quinze, vingt ans.
- C'est bien beau de trouver des solutions à notre développement mais il faut que ce soit durable pour que l'on n'ait pas à recommencer à travailler sur des bases à chaque dix, quinze ans. Il faut mettre à jour mais il faut quand même se questionner sur ce qui ne va pas, sur ce que l'on devrait faire ou encore sur ce que l'on aurait dû faire. Alors mettre à jour les réflexions apparaît d'une importance capitale.
- Mais vous comprendrez que je privilégie la solution C, celle où on doit d'abord trouver les moyens de se prendre en main, redonner à notre région une force économique, je ne dis pas une grande force économique, cela viendra plus tard au moment où nous ferons nos devoirs mais ça va nous permettre d'avoir une force économique, retenir nos jeunes, être innovateurs dans nos choix compte tenu de la mondialisation, du libre-échange des Amériques qui s'en vient. Alors, il

faut se préparer pour ça, pour faire face à ces concurrences mondiales. La solution pour y arriver passe par la création de projets, de petites entreprises locales. L'entreprise qui crée quelques emplois quatre, cinq, dix, quinze, vingt mais qui ont un impact énorme sur le milieu et par voie de conséquence sur la région tout entière. Nous, comme élus, nous devons susciter ce développement et surtout aussi ne pas laisser mourir les fruits de ces développements produits.

- Je pense par contre que tous ensemble, on peut être solidaire, on peut se respecter les uns les autres, ça c'est important et de travailler non contre les autres et c'est comme ça qu'on va avancer. Moi, je suis un homme de consensus, j'essaie toujours de trouver une solution au problème et je pense que si on fait ça tous ensemble avec les élus municipaux, avec les élus scolaires, avec les gens qui vont représenter la CRÉ, je suis convaincu qu'ensemble on va passer au travers. Il faut refuser cette fatalité et dire tout le temps que l'on est moins bon que les autres, il faut trouver plutôt des solutions à notre situation actuelle.
- Le développement de nos infrastructures aussi, revoir aussi la façon dont sont exploitées nos ressources.
- Ce n'est pas rose et c'est pour ça qu'il faut retrousser nos manches et travailler justement à des projets communs et les élus sont là pour nous aider et pour vous aider aussi.
- Comment par contre faire en sorte qu'une région marquée par la présence d'une grande entreprise où les étudiants vont faire un travail d'été et gagnent 25 \$ de l'heure, comment dans une région qui est marquée par la présence très forte du syndicalisme et qui est perçue souvent à l'extérieur comme une région très syndicaliste, on est aussi une région où l'entrepreneurship manque parce qu'on avait la grande entreprise qui a répondu à plusieurs de nos besoins pendant des années, comment ensemble on est capable de se donner un plan d'avenir et de voir comment faire?

- Si nous travaillons ensemble dans la solidarité, dans une vision commune, on peut faire bien des planifications mais il faut passer à l'action, qu'ensemble on se donne des plans d'actions et qu'on se donne, qu'on ait des biens livrables avec des dates et des objectifs. Et là, ça va nous prendre des moyens et des leviers.
- Il faut être en mode solution. De juste dire qu'on a des problèmes sans trouver de solutions, moi ça ne me ressemble pas, ce n'est pas ma tasse de thé. C'est beau de dénoncer les problèmes mais il faut essayer de trouver ensemble les solutions.

Pronostic

- On prévoit qu'en 2011 nous pourrions être 325 à Péribonka.
- Si le mot environnement a été un concept porteur dans les années 1980, le mot équitable sera celui des prochaines décennies et nous devons y jouer notre rôle si l'on veut vraiment avoir un projet porteur d'avenir.
- Je suis bien plus inquiet de l'avenir à court terme de la région que celle de la province. Pourtant les deux sont intimement liés. La déstructuration des régions finira de toute façon par affecter l'ensemble du Québec. Peut-on avoir un Québec en santé avec des régions malades?
- On ne pourra pas y échapper, ça (la mondialisation des marchés) va avoir des impacts énormes. Je peux vous dire que, sur l'agriculture, sur le lait, sur les exportations de produits agricoles, les œufs, les poulets, ça va être des impacts énormes.
- Ensemble, si on se donne la main, il y aura peut-être moins de jeunes qui vont quitter la région et certains auront le goût d'y revenir.